



â??De lâ??Ã©conomie de lâ??occupation Ã lâ??Ã©conomie du gÃ©nocideâ?? :  
un nouveau rapport de Francesca Albanese

## Description

*La rapporteuse spÃ©ciale auprÃ©s des Nations Unies sur la situation droits humains dans les territoires palestiniens occupÃ©s, Francesca Albanese, a publiÃ© aujourdâ??hui un rapport accablant plusieurs entreprises pour leur complicitÃ© dans le gÃ©nocide perpÃ©trÃ© par IsraÃ«l Ã Gaza depuis vingt mois.*

Par lâ??Agence MÃ©dia Palestine, le 1er juillet



« Beaucoup trop d'entreprises ont profité de l'économie israélienne fondée sur l'occupation illégale, l'apartheid et, aujourd'hui, le génocide. La complicité mise au jour dans ce rapport n'est que la partie émergée de l'iceberg », prévient le [rapport](#). Sur près de 40 pages, la complicité d'entreprises est démontrée, de même que son illégalité au regard du droit international.

L'enquête examine des entreprises de divers secteurs : fabricants d'armes, entreprises technologiques, sociétés de construction, industries extractives et de services, banques, fonds de pension, assureurs, universités et organisations caritatives soupçonnées de « permettre le déni du droit à l'autodétermination et d'autres violations structurelles dans le territoire

palestinien occupé, notamment l'occupation, l'annexion et les crimes d'apartheid et de génocide, ainsi qu'une longue liste de crimes accessoires et de violations des droits humains, allant de la discrimination, la destruction gratuite, le déplacement forcé et le pillage, aux exécutions extrajudiciaires et la famine ».

### Plus de 60 entreprises pointées du doigt

Le rapport incrimine plus de 60 entreprises, dont de grandes sociétés technologiques telles que Google, Amazon et Microsoft, qu'elle accuse d'être impliquées dans ce que Francesca Albanese qualifie de « transformation de l'économie d'occupation d'Israël en une économie de génocide ».

Le rapport accuse ces entreprises de ne s'être pas engagées de l'occupation israélienne pendant des années, mais aussi et surtout d'avoir contribué à l'accélération du processus de déplacement-remplacement tout au long de la campagne militaire génocidaire en cours à Gaza.

Les entreprises liées à l'armement, déjà largement pointées par les militant-es de solidarité internationale avec la Palestine, figurent également dans le rapport. Elles y sont accusées de « détruire la vie des Palestiniens », comme les fabricants d'armes Elbit Systems et Lockheed Martin, ou encore des fabricants d'équipements lourds dont les machines sont utilisées pour construire des colonies israéliennes illégales, comme Caterpillar et HD Hyundai.

Le rapport pointe que ces entreprises technologiques ont utilisé Gaza comme un terrain d'essai pour développer et automatiser leurs outils. C'est le cas par exemple de Microsoft Azure et le consortium Project Nimbus, dirigé par Google et Amazon, « sont intervenus avec une infrastructure cloud et IA essentielle » lorsque le cloud militaire interne d'Israël a été saturé en octobre 2023.

Le rapport se concentre également sur les systèmes d'IA développés par l'armée israélienne pour traiter et générer des cibles pendant la guerre à Gaza, soulignant la collaboration entre Palantir Technology Inc et Israël qui remonte à avant octobre 2023. « Il existe des motifs raisonnables de croire que Palantir a fourni une technologie de police prédictive automatique, une infrastructure de défense essentielle pour la construction et le déploiement rapides et à grande échelle de logiciels militaires, ainsi que sa plateforme d'intelligence artificielle, qui permet l'intégration en temps réel des données du champ de bataille pour une prise de décision automatisée », indique le rapport.

### « Que la partie émergée de l'iceberg »

Le rapport indique que toutes les entreprises concernées ont été contactées et qu'une partie d'entre elles a fourni des réponses, qui n'ont pas été publiées. En outre, Albanese affirme avoir établi une base de données comprenant plus de 1 000 entreprises à partir des contributions reçues dans le cadre d'un appel d'informations pour enquête.

Le rapport révèle également que depuis le début de l'offensive israélienne sur Gaza, la Bourse de Tel-Aviv a progressé de 179 %, gagnant 157,9 milliards de dollars en valeur boursière.

« Les intérêts commerciaux ont contribué à la spoliation des peuples autochtones et de leurs terres – un mode de domination connu sous le nom de «capitalisme colonial racial». Il en va de même pour la colonisation israélienne des terres palestiniennes, son expansion dans le territoire palestinien occupé et l’institutionnalisation d’un régime d’apartheid colonialiste. Après avoir nié pendant des décennies le droit des Palestiniens à l’autodétermination, Israël met aujourd’hui en péril l’existence même du peuple palestinien en Palestine. »

Francesca Albanese présentera ce rapport auprès du Conseil des droits humains le 3 juillet prochain. Elle appellera et incitera les États membres de l’ONU à imposer des sanctions et un embargo total sur les armes à Israël, et à suspendre tous les [accords commerciaux](#) et les relations avec les investisseurs qui mettent en danger les Palestiniens. « Il s’agit d’une étape nécessaire pour mettre fin au génocide et démanteler le système mondial qui l’a rendu possible », rappelle-t-elle.

**date créée**

2025/07/01